EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 octobre 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 185 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Christian BURLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Robert DAGORNE - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Sophie DEGIOANNI - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Marie-France DROPHY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick Mennucci - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Yves MESNARD - Marie-Claude MICHEL - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Patrick BORÉ représenté par Jean-Pierre SERRUS - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Mireille BALLETTI - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Maurice CHAZEAU - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Michel AZOULAI - Henri CAMBESSEDES représenté par Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Jean-Louis CANAL représenté par Gaëlle LENFANT - Gaby CHARROUX représenté par Marc POGGIALE - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Bernard JACQUIER - Auguste COLOMB représenté par Henri PONS - Sandra DALBIN représentée par Didier PARAKIAN - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Philippe DE SAINTDO représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Claude DELAGE représenté par Yves MORAINÉ - Sylvaine DI CARO représentée par Alexandre GALLESE - Frédéric DOURNAYAN représenté par Marie-Louise LOTA - Claude FILIPPI représenté par Michel BOULAN - Jean-Christophe GROSSI représenté par Jacques BOUDON - Garo HOVSEPIAN représenté par Jean-Claude MONDOLINI - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Jean-Claude FERAUD - Nicole JOULIA représentée par François BERNARDINI - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Nathalie LAINE représentée par Bernard DESTROST - Albert LAPEYRE représenté par Xavier MERY - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Muriel PRISCO - Laurence LUCCIONI représentée par Virginie MONNET-CORTI - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Bernard MARTY représenté par Gérard POLIZZI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Pascal MONTECOT représenté par Roland GIBERTI - Roger PELLENC représenté par Robert DAGORNE - Christian PELLICANI représenté par Michel ILLAC - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Bernard RAMOND représenté par Olivier FREGEAC - Julien RAVIER représenté par Isabelle SAVON - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Richard MIRON - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Eliane ISIDORE - Guy TEISSIER représenté par Lionel ROYER-PERREAUT - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Jean-Louis BONAN - Frédéric BOUSQUET - Laurent COMAS - Eric DIARD - Hélène GENTE-CEAGLIO - Georges MAURY - Michel MILLE - Patrick PIN - Roland POVINELLI - Eric SCOTTO - Martine VASSAL - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Signé le 19 Octobre 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 06 novembre 2017

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 029-2787/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille
MET 17/4451/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret en Conseil d'Etat n° 68.646 du 8 juillet 1968 a confié à la "Société d'Economie Mixte pour la Construction et l'Exploitation du Marché d'Intérêt National de Marseille" (SOMIMAR), l'aménagement et la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille et a approuvé ses statuts.

Les travaux de construction achevés et le marché section Fruits et Légumes ouvert le 20 mars 1972 à l'issue d'une première convention de 1964, une convention (N° 73-053) définissant les rapports contractuels entre la Ville et la SOMIMAR et relative à la gestion et à l'extension du M.I.N a été adoptée par le Conseil Municipal par délibération n° 72.1013-SC du 18 décembre 1972.

La durée de la concession fixée à 30 ans par l'article 8 de la convention à compter de son approbation a été prorogée ensuite successivement :

- jusqu'au 4 avril 2013 par l'avenant n° 5 approuvé par la délibération n° 84/519/AG du Conseil Municipal du 10 décembre 1984 ;
- jusqu'au 4 avril 2037 par l'avenant n°6 approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 5 décembre 1987 ;

La SOMIMAR assure sa mission dans le cadre des dispositions des articles R.761-1 et suivants du Code du Commerce et met à la disposition des usagers, à titre précaire et révocable, différents types d'emplacements sur le M.I.N. de Marseille.

En cette qualité, la SOMIMAR a accordé différentes autorisations d'occupation du domaine public à des entreprises usagers, sis sur le MIN jusqu'au 4 avril 2037.

Les travaux de la rocade L2 déclarés d'utilité publique et urgents par décret du 12 novembre 2010, destinés à créer une continuité autoroutière entre l'A7 au Nord de Marseille et l'A50 à l'Est de Marseille, ont conduit l'Etat, maître d'ouvrage de l'opération L2, a présenté au Conseil d'Administration de la SOMIMAR le 9 septembre 2010, une solution de restructuration du marché avec un schéma de réorganisation qui permet la réalisation de l'autoroute tout en préservant l'avenir du MIN et de ses entreprises.

Une convention cadre financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 du 25 octobre 2011 entre l'Etat, la Région, le CG13 et MPM fixe à 24,666M€ HT (valeur juin 2010) le montant de l'opération « restructuration du marché des Arnavaux » été a suivie par deux conventions d'application entre l'Etat et MPM.

Une convention d'application « études de restructuration du marché des Arnavaux » n° 12/1169 a été conclue entre l'Etat et MPM pour un montant de 3,85 M € HT le 14 mars 2012 et une convention d'application « Travaux de restructuration du Marché d'Intérêt National des Arnavaux » a été conclue entre l'Etat et MPM le 16 décembre 2012 pour un montant de 19,9 M€ HT.

A la suite d'une lettre du 16 septembre 2015, MPM et l'Etat ont convenu de fusionner ces deux conventions. Cette fusion est intervenue selon délibération n° DEV 002-1493/15/CC du 20 novembre 2015 résiliant les deux conventions de 2012 et organisant le financement complet de l'opération de restructuration du MIN.

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 06 novembre 2017

Dans ce contexte, la SOMIMAR a notifié aux entreprises directement impactées par le processus le retrait de leur autorisation d'occupation du domaine public, conformément à la demande de MPM, maître d'ouvrage de la construction de toutes les installations qui vont être édifiées afin de reloger les entreprises ;

Un protocole d'accord tripartite a été régularisé les 11 juin et 9 août 2012 entre la SOMIMAR, l'Etat et la CUMPM. Ce protocole met à la charge de SOMIMAR différentes obligations dont celle visée à l'article 2 dernier alinéa de « délivrer aux sociétés relocalisées listées en annexe 4 des autorisations d'occupation du domaine public (...) » dont la durée « sera égale à la durée restant à courir de la concessions » - Ce protocole prévoit également sous l'article 3 dernier alinéa que « MPM s'engage à proposer à SOMIMAR un avenant à la concession qui les lie afin de prendre en compte les modifications induites par la restructuration, et notamment la gestion des nouveaux bâtiments ».

Un avenant 8 a en conséquence été conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015 mettant en œuvre les dispositions nécessaires parmi lesquelles la maîtrise d'ouvrage par l'autorité concédante « des travaux de construction des installations (incluant notamment les bâtiments, la déchetterie, les parkings) réalisées en remplacement des anciennes installations qui étaient situées sous l'emprise de la Rocade L2 ou en vue de l'optimisation de la gestion du site par la CUMPM ».

Ces dispositions ont été appliquées avec succès pour la construction des deux bâtiments du pôle logistique ainsi que de la déchetterie du MIN.

Aujourd'hui la Métropole et la SOMIMAR se sont engagées dans un processus de positionnement du Marché d'Intérêt National des Arnavaux permettant la diversification et la densification de ses filières.

Pour ce faire la reconstitution des surfaces commerciales bâties est primordiale de même qu'un mode opératoire dans un calendrier maîtrisé et compatible avec celui des entreprises concernées.

C'est l'objet du présent avenant 9 de permettre d'une part à la société de réaliser les actions nécessaires conformément à la convention dont elle est titulaire et à la Métropole de l'indemniser des dépenses correspondantes.

Cette indemnisation fera l'objet d'un remboursement par l'Etat dans le cadre de la convention relative aux études et travaux de restructuration du MIN des Arnavaux de 2015 précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'avenant 8 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

Oui le rapport ci-dessus,

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 06 novembre 2017

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de marseille ;
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 9, ci-annexé, conclu avec la SOMIMAR.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS